

1. la réduction de la dette accumulée;
2. la réduction des transferts nets de ressources à l'étranger;
3. un accord avec les créanciers étrangers qui porterait sur plusieurs années; et
4. la réduction de la dette en pourcentage du PIB.

Après deux années de négociations avec ses créanciers, l'administration Salinas a signé un accord de restructuration de la dette le 4 février 1990. Cet accord effaçait 7,19 milliards de dollars US de la dette du Mexique en capital et réduisait les versements d'intérêt de 950 millions de dollars US (voir figure 1.4). À la suite de cette entente, le gouvernement mexicain s'est organisé pour réduire le solde contractuel de la dette extérieure à moins de 40 p. 100 du PIB (voir figure 1.5) et il a ramené le coût du service de sa

Figure 1.4
Total de la dette extérieure : secteur public, banques commerciales, Banque du Mexique et secteur privé (milliards de dollars)

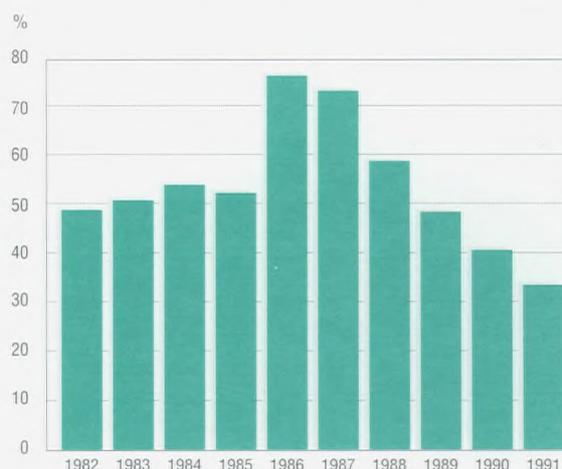


Source : *The Mexican Economy*, 1991.

dette à 6 p. 100 du PIB. Les dirigeants mexicains estiment que les sorties nettes de capitaux au service de la dette peuvent être encore réduites davantage pour atteindre environ 2 p. 100 du PIB (à un taux d'intérêt de 7,5 p. 100) au cours des deux années qui restent à l'administration Salinas.

Cette réussite impressionnante de la restructuration de la dette a fait réapparaître l'optimisme chez les investisseurs et les créanciers. La confiance envers l'économie mexicaine, tant au Mexique qu'à l'étranger, est actuellement à son plus haut niveau depuis bien des années. Cela se voit avec les entrées d'investissements étrangers qui ont atteint 9,9 milliards de dollars US en 1991 et avec le rapatriement de 2,5 milliards de dollars US de capitaux mexicains qui avaient quitté le pays auparavant.

Figure 1.5
Total de la dette extérieure en pourcentage du PIB



Source : *Ministère des Finances*.

Les finances publiques

Une partie moins visible, mais tout aussi importante, du programme de réforme a été l'amélioration de la gestion des finances du gouvernement. Le total des dépenses publiques en pourcentage du PIB a diminué d'un sommet de 45 p. 100 en 1986 à environ 30 p. 100 en 1991. De plus, le déficit des finances du secteur public a diminué d'un plafond de 16 p. 100 du PIB en 1987 à seulement 1,5 p. 100 en 1991. Les experts estiment que si le déficit gouvernemental peut être maintenu en dessous des 2 p. 100 du PIB à long terme, il ne devrait pas être difficile à financer. Un autre signe encourageant est que les taux d'intérêt payés sur la dette publique nationale (que le gouvernement doit aux citoyens

mexicains) ont diminué en 1991 de 26 p. 100 à 17,7 p. 100 à la fin de l'année.

Le gouvernement est parvenu à une amélioration générale de la santé de ses finances en appliquant toute une gamme de mesures parallèles dont l'imposition d'une rigueur dans les dépenses publiques, la réduction ou l'élimination des subventions gouvernementales, la réduction du nombre de personnes apparaissant sur les listes de paie et la privatisation massive des entreprises qui appartenaient à l'État.